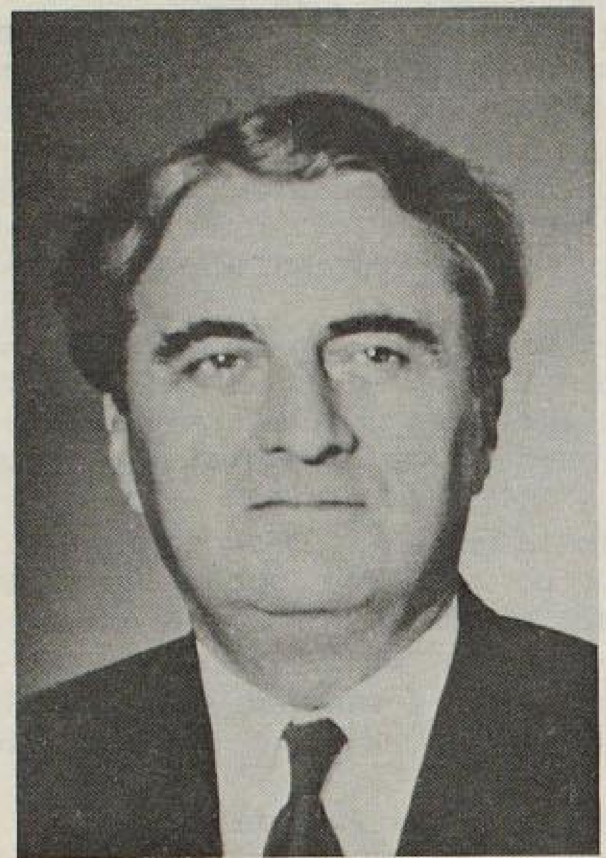


CITOYENNES, CITOYENS, MES CHERS AMIS,

"Changement OUI, Aventure NON"

Durant 14 années le pays a été chaque année comblé de promesses et, d'élection en referendum, il a dans sa majorité dit « oui » au Pouvoir. Aujourd'hui, lassé des gaspillages, des dépenses inutiles, des compromissions et des scandales, des privilèges accordés aux grosses affaires, déçu par l'aveu final d'un déficit de 7 milliards couvert par emprunt, **il désire le changement.**

Le Gouvernement, à la veille des élections, annonce des mesures sociales qu'il déclarait impossibles il y a quelques semaines encore. Trop tard ! les hommes de la majorité parlementaire oublient qu'ils ont eu, depuis 14 ans, un pouvoir absolu.

Il faut transformer la Société dans les faits mais aussi dans les mœurs. Je suis persuadé de la fragilité des conditions de vie des ouvriers et salariés de tous ordres, des rentiers et retraités, des exploitants agricoles familiaux, des commerçants et artisans. Tous les avantages difficilement obtenus par eux pourraient être remis en question dans une expérience politique trop ambitieuse ou hasardeuse à laquelle l'esprit public ne serait ni enclin, ni préparé. L'approche résolue de la justice sociale doit être prudente et garantie par la légalité.

Je suis, à cause de cela, convaincu que **la présence des Communistes au gouvernement n'est pas souhaitable.** Homme politique responsable, je ne peux oublier les événements de 1947 en France, de 1948 et de 1968 en Tchécoslovaquie et présentement au Chili. Je considère enfin que « le programme commun » est écrasé par la nationalisation d'une dizaine de groupes industriels importants impliquant le remboursement des actions qui serait très lourd pour le trésor public et donc pour les contribuables, ou pourrait conduire à l'inflation par l'émission de billets de banque pour y faire face.

Je me suis donc refusé à signer un engagement me liant au parti communiste. **Exclu avec mes amis je suis présenté aux élections par le Mouvement Démocrate Socialiste** qui compte plus de 700 adhérents dans ma circonscription. **Je bénéficie du soutien du Mouvement Réformateur.**

Je défends avec mon suppléant et ami **Gabriel DERAY, Conseiller Général - Maire de Rue,** un programme à court terme concret et réaliste dans l'esprit de ceux que, socialiste S.F.I.O., j'avais défendu en 1967 et 1968 au nom de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

La Constitution de 1958 sera fatalement révisée : elle n'a pas été respectée par l'usage : le pouvoir est à l'Elysée et, par l'élection du Président au suffrage universel, celui-ci a cessé d'être un arbitre pour être un chef politique. On ne pourra revenir sur son mode de désignation : il faut donc réviser la Constitution par la voie du Congrès du Parlement. Notre régime évoluera peut-être vers un système analogue à celui des Etats-Unis.

Nous pensons qu'il faut :

protéger les Libertés publiques locales, syndicales et individuelles, assurer la liberté de l'information par la presse et la radio-télévision comme en Grande-Bretagne ; soumettre au referendum le problème de la peine de mort ;

assurer l'Egalité des chances dans la Société : l'enseignement gratuit à tous les niveaux, de plus nombreuses écoles maternelles, l'accession à un apprentissage contrôlé dès 14 ans, l'accès des universités aux adultes, l'interdiction des groupes politiques d'élèves dans les établissements, dans le respect de la laïcité de l'enseignement public ;

garantir la Justice sociale par un **salaire minimum** mensuel de 1.000 F, indexé sur le coût de la vie avec la réduction progressive de la durée du travail ; assurer à tous les Français, quelles que soient leurs professions, la **même Sécurité sociale** contre le risque maladie et, une pension de vieillesse fixée proportionnellement au S.M.I.C. payée mensuellement, prise volontairement à partir de 60 ans pour les hommes, 55 pour les femmes, les retraites complémentaires étant sauvegardées ; interdire, pour assurer l'aide aux familles, les transferts des fonds d'allocations familiales ; réviser les conditions d'attribution de l'I.V.D. ;

assurer la Solidarité nationale aux handicapés, anciens combattants, rapatriés et la qualité de combattant aux appelés en Algérie ;

affirmer le droit à la santé par la modernisation du secteur hospitalier, la promotion du personnel soignant, des assistantes sociales en zone rurale, par un Office central des industries pharmaceutiques et la libre circulation des médicaments en Europe modérant leurs prix ;

appliquer fermement les règlements contre **la pollution,** protéger **la nature,** développer **le tourisme,** garantir les usages locaux, telle la pratique de la chasse au gibier d'eau.

Le droit au logement requiert un programme annuel de 700.000 H.L.M., les élus devant avoir la responsabilité de l'urbanisme ;

reconnaître la promotion de la femme, soit au travail, soit au foyer, abaisser à 18 ans la majorité civique et civile, accentuer la politique en faveur de la **jeunesse** et envisager, en raison des réductions proposées du service militaire obligatoire au-dessous de 12 mois, sa suppression et son remplacement par un volontariat cessant à 30 ans : formule plus efficace et moins coûteuse que l'armée de conscription ;

garantir l'économie de progrès par la planification élaborée à partir des collectivités locales, l'intérêt général primant les intérêts particuliers, l'égalité des chances jouant dans une concurrence loyale ; la nationalisation telle celle des Banques d'affaires et de l'armement n'intervenant que pour supprimer un monopole privé ;

étendre le rôle des travailleurs dans l'entreprise pour la formation, la promotion et les conditions de travail, la politique contractuelle étant leur défense la plus efficace ;



protéger les commerçants, artisans et travailleurs indépendants contre la concurrence sauvage et les grandes surfaces, alléger et simplifier la T.V.A., supprimer la patente dans la réforme des finances locales, maintenir les droits acquis dans l'application d'une retraite convenable, aider la **pêche artisanale** ;

favoriser l'agriculture dans ses débouchés céréaliers et sucriers du Marché commun défendu contre les menaces extérieures de démantèlement, assurer sa parité avec le monde industriel, réviser les modalités des transferts pour permettre aux petits exploitants d'atteindre la surface minimale et pérenniser l'exploitation familiale, protéger la production laitière et assurer la représentation de tous les intéressés à l'Office du bétail et de la viande ;

consacrer les libertés locales par l'attribution aux communes et départements de ressources sûres : **suppression de la T.V.A. sur leurs travaux**, transferts des droits sur carte grise et vignette aux collectivités locales, recette garantie au département et révision équitable des impôts locaux, la région établissant les programmations après délibérations des conseils généraux ;

réviser tout le système fiscal, lutter contre la fraude, relever l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu, supprimer les récentes exonérations pour les gros revenus et portefeuilles, doubler l'abattement de 100.000 F par part successorale, imposer les **sociétés et les trusts** après réévaluation de leurs bilans ;

assurer dans le budget national 10 milliards aux nouvelles réformes sociales préconisées, 6 à l'augmentation de 1/5 par an des crédits d'équipement collectif : santé, logement, formation, communication, c'est-à-dire les doubler au cours de la législature, 4 pour améliorer l'emploi, procéder à des allègements fiscaux et aider le démarrage de la nouvelle sécurité sociale ;

dégager 10 milliards par des économies sur les dépenses de prestige et les subventions d'Etat aux entreprises, 10 autres par la répression de la fraude, l'augmentation de la consommation et un rythme de croissance économique de 4 à 5 % par an ;

transformer en cinq ans la Société en mettant l'économie au service du Pays ;

construire l'Europe des nations démocratiques effaçant les dernières barrières douanières, en uniformisant les régimes sociaux et fiscaux, en créant, à côté des conseils de gouvernement et de l'Assemblée issue des Parlements, un Conseil Economique et Social exprimant les avis des professions face aux fonctionnaires technocrates, préparer l'Europe des peuples libres, assurer à cette Europe la protection de **l'Alliance Atlantique**, réorganiser ses forces propres ;

œuvrer pour la Paix par la réduction des armements subordonnée à un **contrôle sur place**, actuellement refusé par l'U.R.S.S. et la Chine soviétiques, aider les populations du **Tiers Monde**, assurer aux **peuples d'Indochine** le libre droit à l'indépendance, garantir des frontières sûres à **Israël** et le regroupement ethnique palestinien en Cisjordanie.

Par tous mes ascendants du Ponthieu et du Vimeu je suis de cette Ville et de ce Pays dont je connais bien les besoins.

Président du Conseil général depuis 1945, **Président de la Société d'Equipement du département**, collaborant avec les Maires, j'ai veillé à l'efficacité d'une politique d'aide aux communes pour l'amélioration des routes et ports, la défense littorale, l'extension du téléphone automatique, l'aménagement des zones industrielles, l'implantation des Collèges (C.E.G.) et l'accession des travailleurs à la propriété. La politique d'expansion du Conseil général s'est affirmée en tous domaines : Industrialisation, Equipement rural, Essor culturel, Tourisme.

Je poursuivrai mon action incessante pour le développement et la sauvegarde de nos villes, bourgs et villages.

Maire de la Ville d'Abbeville depuis 25 ans, je sais gré à mes collègues du Conseil municipal et aux personnalités locales de leur active collaboration et aux **Abbevilloises et Abbevillois de leur amicale confiance.** Notre ville industrialisée offre à sa population scolaire tous les ordres d'enseignement du Second degré et aux jeunes un équipement sportif complet et envié. **Je m'emploierai à accentuer sa prospérité et à en faire une cité attractive et heureuse, plus belle encore !**

Fidèle à moi-même et à un idéal de Socialisme démocratique, je me suis refusé à engager le sort du Pays dans une expérience politique aventureuse qui pourrait être particulièrement dangereuse pour les plus humbles.

Je souhaite moi aussi le changement, mais dans le calme, l'ordre républicain et la légalité ; sans politique sociale il ne peut y avoir de concorde nationale mais la concorde nationale exige une politique sociale.

Dans les jours difficiles que peut connaître la Nation, mon expérience, ma capacité de travail, mon sens des responsabilités, le crédit dont je bénéficie dans les milieux politiques pourraient être pour vous une garantie.

Pour la sauvegarde des libertés, le progrès économique et social dans la Paix civile, je fais appel à vous toutes et à vous tous, je fais appel au Rassemblement des Démocrates et des Républicains.

MAX LEJEUNE

Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre - 2 Citations

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Médaille d'Argent de la Reconnaissance Française

Socialiste de Rassemblement des Républicains et Démocrates

Remplaçant éventuel : Gabriel DERAY, ancien directeur de collège, Commandeur des Palmes Académiques, Conseiller Général, Maire de Rue, membre de la Commission Départementale.

IMP. LAFOSSE - ABBEVILLE